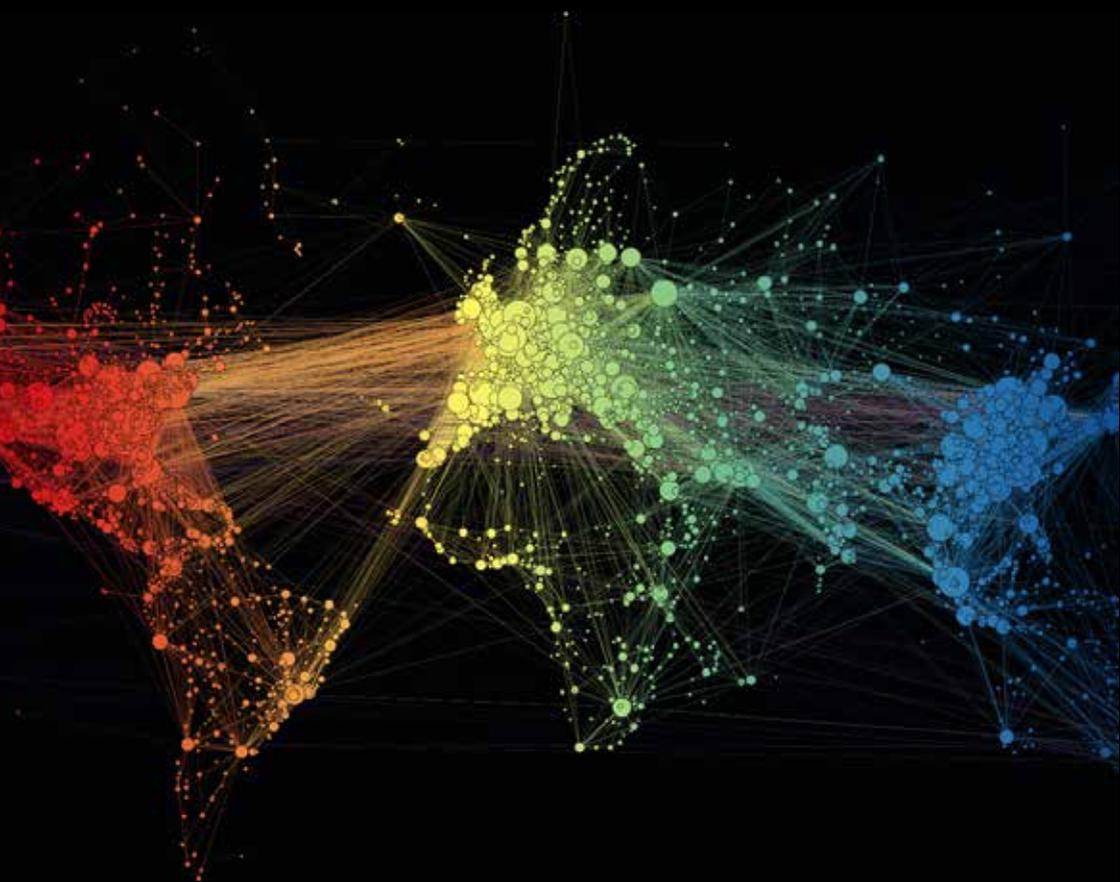


Journée d'étude
organisée par Aurelie Condevaux et Julie Peghini

Industries culturelles globalisées usages, droits, circulations



5 octobre 2021

9h-18h

MSH Paris Nord

20, avenue George Sand

93210 La Plaine Saint-Denis France

M° Front Populaire ligne 12

<https://www.mshparisnord.fr/>

Au cours des dernières décennies, le rapport entre culture et économie a été marqué par un double mouvement à l'échelle internationale. D'un côté, depuis les années 1970 essentiellement, des voix s'élèvent pour demander la protection d'éléments culturels contre des formes de commercialisation jugées abusives. D'un autre côté, les stratégies de développement et les organisations internationales (UNESCO, OMPI, OCDE, OMC) envisagent de plus en plus le « patrimoine » ou les « expressions culturelles traditionnelles » comme une ressource de développement, en lien avec les notions d'« industries culturelles » et « créatives ». Cette journée d'étude a pour objectif d'examiner, selon une perspective interdisciplinaire, les liens entre marchandisations accrues des éléments patrimoniaux et reconfigurations juridiques et conceptuelles du patrimoine. L'un des enjeux est de penser ces articulations dans le contexte de la mondialisation et du développement des technologies de communication numérique qui en sont l'un des aspects caractéristiques fondamentaux.



Over the past few decades, the relationship between culture and the economy has been marked by a twofold movement at the international level. On the one hand, mainly since the 1970s, there have been calls for the protection of cultural elements against forms of unwanted commercialisation. On the other hand, development strategies and international organizations (UNESCO, WIPO, OECD, WTO) are increasingly considering « heritage » or « traditional cultural expressions » as a development resource, in line with the notions of « cultural industries » and « creative industries ». The objective of this study day is to examine, from an interdisciplinary perspective, the links between increased commoditization of heritage elements and legal and conceptual reconfigurations of heritage. One of the challenges is to think about these articulations in the context of globalization and the development of digital communication technologies, which are one of its fundamental characteristics.

- 9h15 Conférence inaugurale **Marc Abélès** (EHESS, CNRS)

LUXE, ÉCHANGES, GLOBALISATION

La mondialisation aujourd'hui est souvent synonyme dans les esprits de grandes turbulences et de transformations ayant fortement affecté des industries traditionnelles jusqu'alors puissantes. Or il est un secteur qui s'est trouvé extraordinairement dynamisé par l'ouverture des marchés et l'intensification des échanges: le luxe. Le commerce du luxe connaît en effet une expansion sans précédent. L'enrichissement accéléré de grands pays comme la Chine a suscité un engouement sans précédent pour ces produits. La concentration des marques entre quelques grandes firmes a aussi profondément remodelé le monde du luxe. Mais le luxe n'est pas qu'une industrie florissante. Il porte la marque de l'excès, de la dépense, il ne se réduit pas à la pure valeur marchande. C'est en référence à la consistance symbolique des biens précieux, aux modes de circulation et d'appropriation dont ils font l'objet, et aux rencontres entre cultures qu'ils occasionnent que l'anthropologie aborde la question du luxe.

10H15 SESSION 1

AGENCEMENTS ÉCONOMIQUES ET DIMENSIONS POLITIQUES

Modération: **Pascal Petit** (CNRS/CEPN)

- 10h15 **Monika Stern** (CNRS, LESC-CREM) et **James Leach** (CNRS, CREDO)

MUSIC AND SOCIAL REPRODUCTION. CASES STUDIES FROM MODERN MELANESIA

In a recently published paper, we aimed to show how the creation and circulation of music in Melanesia is an aspect of social reproduction, and makes links between people, and places. We suggested that this apprehension of the value of music is disturbed by copyrights laws, and by institutions working on the basis of a political economy suited to such laws. This is apparent when local music styles are commodified for tourist consumption. In this presentation we propose to broaden our critical examination to include the domain broadly called 'popular music', often regarded as part of the 'music industry' and therefore considered as naturally falling under copyright law. In such instances, copyright is seen as necessary to protect authors and artists, and often seen as useful to develop commodification and the professionalization of musicians. We will try to show here that the reasons music in the region is understood is not necessarily dependent on its style (modern, popular, traditional), but on the same value principles in rural/urban, old/new, repertoires. While local musicians, influenced by official international bodies increasingly call for the imposition of copyright laws, many other values of music are also apparent. Analyzing specific case studies in Melanesia might lead us to think about how similar contradictions are also true for other repertoires.

- 10h45 **Aurélie Condevaux** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. IREST. EIREST)

LA CULTURE COMME RESSOURCE ÉCONOMIQUE? « PROPRIÉTÉ » ET DROITS D'USAGE DES

PRATIQUES MUSICALES ET CHORÉGRAPHIQUES EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET À TONGA (PACIFIQUE)

L'émergence des politiques patrimoniales dans le Pacifique a conduit non seulement à la requalification des pratiques culturelles comme « patrimoines », mais aussi comme ressources économiques potentiellement utilisables dans le cadre des « industries de la culture » ou « industries créatives » (voire CPAC/SPC, 2012). Cela implique notamment de savoir qui sont les « propriétaires » légitimes de ces pratiques culturelles (musique, danse, théâtre, rituel etc.) afin de déterminer à qui doit/peut profiter d'éventuelles retombées économiques.

Si la notion de « propriété intellectuelle » n'a pas toujours d'équivalent dans le Pacifique, l'utilisation et la circulation des productions culturelles n'en sont pas pour autant libres. Cette communication examinera, à partir d'exemples pris à Tonga (archipel de Polynésie occidentale) et en Nouvelle-Zélande, les points de convergence ou de tension entre les conceptions émic relatives à la « propriété » ou aux droits d'usage des pratiques musicales et chorégraphiques et les nouveaux régimes de « propriété intellectuelle » qui se développent à l'international (Forsyth, 2013, 2015)? Nous verrons de quelles manières les acteurs à Tonga envisagent la « propriété » des compositions poétiques, musicales et chorégraphiques et les relations économiques dans lesquelles ces pratiques sont prises.

- 11h15 **Raphaël Blanchier** (Université Clermont Auvergne. ACTé)

COMBIEN VAUT LE BII BIËLGEÉ?

NÉGOCIATIONS ET MARCHANDAGE D'UN PATRIMOINE DANSÉ MONGOL

L'objet de ma recherche, le bii biëlgee (pr. biyelgué), est une danse mongole principalement attribuée aux Mongols Oïrad de l'ouest du territoire mongol, qui a été inscrite sur la liste de sauvegarde urgente du Patrimoine Culturel Immatériel de l'UNESCO en 2009.

Au cours de mes recherches sur le terrain en Mongolie (2010-2015), je me suis trouvé impliqué de manière inattendue dans des relations complexes avec des acteurs et danseurs locaux: en tant que chercheur étranger, j'étais perçu soit comme un potentiel promoteur de la danse au niveau international, soit, au contraire, comme un potentiel « voleur » (hulgaich) de la pratique. La « valeur » du bii biyelgee se situait de manière ambiguë et poreuse entre un aspect culturel (reflétant une vision de la culture locale, mais aussi valable pour toute l'humanité et méritant ainsi une promotion internationale) et un aspect économique: un « voleur » étranger pouvait s'en servir pour faire du profit, au détriment de ses véritables « détenteurs ». Parfois, ces réactions contradictoires venaient des mêmes personnes, à différentes étapes de nos interactions. Mais les enjeux profonds offrent la possibilité d'articuler la question de la transmission d'éléments des danses locales à un étranger et celle de l'aliénation d'une pratique culturelle identifiée comme patrimoine culturel immatériel. Il s'agit d'interroger ce qui est « transmis » dans le terrain: un savoir danser, un savoir sur la danse, mais aussi la forme matérielle que peut prendre cette transmission: cours de danse, photographies et entretiens mais surtout les vidéos capturées qui peuvent matérialiser une pratique « immatérielle » sous forme d'un objet source de profits.

La présentation utilise les interactions et les négociations du chercheur avec les acteurs locaux comme un outil heuristique pour comprendre comment différentes valeurs

peuvent être attribuées à une pratique dite immatérielle telle que la danse, et comment se nouent des questions d'appropriation culturelle en contexte globalisé. L'hypothèse défendue ici est que les valeurs attribuées à la pratique dépendent de la négociation de statut entre les personnes en interaction et de la nature de la transaction dans laquelle elles sont négociées. La présentation pose également la question d'une éventuelle relation entre la patrimonialisation comme réification d'une pratique et sa marchandisation. Elle questionne enfin la possibilité de transmettre, pour de l'argent, une pratique définie comme patrimoine culturel inaliénable et inestimable.

■ 11h45 *DISCUSSION*

12H SESSION 2
PRATIQUES SOCIALES ET DISPOSITIFS SOCIAUX ET JURIDIQUES

Modération : **Francesca Cominelli** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. IREST. EIREST)

- 12h **Tom Dick** et **Miranda Forsyth** (Australian National University)
LIQUID REGULATION: THE (MEN'S) BUSINESS OF WOMEN'S WATER MUSIC?
(en distanciel)

Through deep empirical analysis of the developing regulatory framework of a form of Melanesian cultural property known as water music, we interrogate possibilities of regulation through utilizing notions of liquidity and solidity. We identify a common trend of regulatory responses orienting toward solidity in the face of uncertainty and contestation, and seek to create space for embracing more liquid alternatives. We identify a range of liquid regulatory strategies observable across both state and customary normative orders, and discuss how combinations of these may be varied to enable more desirable "structured looseness" or "flexible tightness."

- 12h30 **Lily Martinet** (Chargée de mission patrimoine culturel immatériel à la Maison des cultures du Monde - Centre français du patrimoine culturel immatériel)
CERTIFIER LES PRATIQUES ALIMENTAIRES : LA COMMERCIALISATION ET L'EXPORTATION D'UN « GOÛT AUTHENTIQUE »

L'adoption de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI) en 2003 a entraîné un flux de patrimonialisation des pratiques alimentaires. Alors même que les rédacteurs de ce texte n'avaient pas envisagé les traditions culinaires comme un domaine à part entière pouvant bénéficier de l'application de cet instrument, les États parties s'en sont pourtant emparés pour promouvoir leur gastronomie et leurs industries sur le marché mondial. L'inscription d'éléments du PCI sur les listes de l'Unesco a apporté ainsi un éclairage nouveau sur les mesures de sauvegarde pouvant protéger cette catégorie patrimoniale. Ces

mesures reposent notamment sur des certifications et des labels, comme les indications géographiques. À titre d'exemple, l'Italie a inclus, parmi les mesures de sauvegarde de « L'art du pizzaiolo napolitain », l'enregistrement de la pizza napolitaine comme spécialité traditionnelle garantie (STG). Un autre exemple peut être mentionné : celui du système de certification mis en place par le Japon en lien avec l'inscription du « washoku, traditions culinaires des Japonais, en particulier pour fêter le Nouvel An ». Cette contribution propose d'explorer ces mécanismes de certification et d'interroger s'ils aboutissent à la marchandisation d'un « goût authentique ».

■ 13h *DISCUSSION*

■ 13h15 *PAUSE DÉJEUNER*

14H45 SESSION 3
MONDIALISATION, CIRCULATION ET NUMÉRIQUE

Modération : **Tiziana Leucci** (CNRS, CEIAS)

- 14h45 **Philippe Bouquillion** (Université Sorbonne Paris Nord - LabSIC) et **Christine Ithurbine** (CNRS/Passage)
AUDIOVISUAL INDUSTRY AND DIGITAL PLATFORMS IN INDIA: A CONTRIBUTION FROM POLITICAL ECONOMY OF COMMUNICATION

Our presentation will examine the role played by digital platforms in the multidimensional transformations of the audiovisual industry in India, especially geographic (national versus transnational) and industrial (cultural versus communications industries). Are audiovisual platforms contributing to India's growing dependence on global cultural and communication players or are they asserting the diversification of domestic players and the progress of Indian capitalism in the cultural and digital industries? To answer, we will examine the following points; how the deployment of audiovisual platforms articulates through the transformations of audiovisual sector since the economic liberalization, what are the strategies of competition and collaboration between historical audiovisual players versus players from other sectors and the dynamics of foreign ownership, and finally the strategies of content regionalization by global players. We will conclude that the study of digital platforms, in a multipolar world, offers an important insight into new forms of economic and cultural hegemony in the cultural industries.

- 15h15 **Sébastien Jacquot** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne IREST. EIREST)
LES ÉLÉMENTS INSCRITS AU PCI FACE À LEUR MARCHANDISATION ET VALORISATION: UNE ANALYSE GLOBALE ET COMPARATISTE

Cette proposition de communication a pour objectif l'étude des relations entre économie et culture du point de vue des dispositifs de régulation des pratiques culturelles distin-

guées par la politique du patrimoine immatériel (convention de 2003) au niveau international. Elle s'inscrit dans le premier axe et vise à appréhender de façon globale à partir des dossiers de candidatures et évaluations émises par les états-parties concernant les éléments inscrits sur une des trois listes créées par la convention de 2003 les discours, jugements et recommandations concernant la protection des éléments immatériels contre les effets d'une marchandisation endogène ou exogène, mais aussi leur mise en avant dans une logique productive. Il s'agit ainsi d'étudier les concepts et recommandations en circulation, non du point de vue des discours produits par l'institution globalisée (l'UNESCO) mais des Etats via les différentes interactions avec le cadre défini par l'UNESCO, en faisant l'hypothèse d'un cadrage par le dispositif PCI, tout en étant attentif à la diversité des configurations notionnelles articulant PCI et enjeux économiques du point de vue de la sauvegarde. Cette recherche est menée à partir de la collecte de l'ensemble des dossiers et rapports, et de leur analyse quantitative (analyse statistique et lexicale).

■ 15h45 **Kate Hennessy** (Simon Fraser University. School of Interactive Arts and Technology)

COLLABORATIVE RESEARCH-CREATION AND EXHIBITION AS SPACE FOR THE ARTICULATION OF CULTURAL PROPERTY RIGHTS: PROJECTS FROM THE MAKING CULTURE LAB

(en distanciel)

The Making Culture Lab is an interdisciplinary research group and production studio at Simon Fraser University's School of Interactive Arts and Technology, led by Dr. Kate Hennessy. Since 2010, Dr. Hennessy, graduate students, and community partners, institutions, and artists have designed and explored methods for collaborative research-creation projects that both challenge dominant colonial narratives and generate insight into the complexities of circulating Indigenous cultural property in the digital age. In this presentation, Dr. Hennessy will highlight recent research-creation projects that use digital and physical exhibition to elicit and communicate local and individual cultural and intellectual property rights. First, she will show how Traditional Knowledge Labels (localcontexts.org) were used in the context of the award-winning virtual exhibit Sq'ewlets: A Stó:lō-Coast Salish Community in the Fraser River Valley (<http://digitalsqewlets.ca/>) to generate Sq'ewlets articulations of their local cultural property rights for circulation online and in gallery exhibitions. She will conclude with a discussion of ongoing collaboration with artist and weaver Jaad Kujuu (Meghann O'Brien) (Haida/ Kwakwaka'wakw) to explore how digital modeling and fabrication can support the return of original woven artwork from the gallery to community ceremonial life, and communicate notions of digital return in contemporary art contexts. Together, the projects situate collaborative research-creation as a space for the articulation of local cultural property and individual intellectual property rights.

■ 16h15 *DISCUSSION*

■ 17h - 18h **Anne Doquet** (IRD, Imaf, programme ReTours, ANR) et **Saskia Cousin**,

(Université Paris Nanterre, Sophiapol, programme ReTours, ANR)

CONFÉRENCE FINALE

ENTRE RESTITUTION ET TOURISME: LES EXEMPLES DU MALI ET DU BÉNIN

Souvent appréhendé dans le monde anglo-américain comme un secteur majeur des industries culturelles, le tourisme apparaît aussi, notamment pour les bailleurs internationaux, comme une promesse de développement économique pour les pays du Sud. La doctrine internationale du tourisme élaborée par la Banque mondiale dès les années 1960 considère que la nature, le soleil et la culture sont des matières premières que les pays du sud peuvent –doivent– commercialiser via le tourisme. Si cette doctrine a peu évolué, elle n'a été que peu appliquée en Afrique Subsaharienne francophone : on y privilégiait l'approche de l'Unesco et des doctrines française de la culture. L'histoire des croisements entre tourisme et culture en Afrique francophone sera développée à partir du cas du Mali, où le tourisme culturel a connu son apogée dans les années 2000. Elle se poursuivra avec le cas du Bénin, où les demandes de restitution et la mise en œuvre du retour des biens culturels s'inscrivent dans une vaste politique de développement touristique. L'analyse du lien entre restitution et tourisme permettra d'éclairer les enjeux de cette justification touristique, parfois au centre de tensions politiques et religieuses.

Journée d'étude
organisée par Aurélie Condevaux et Julie Peghini

5 octobre 2021
9h-18h

Industries culturelles globalisées usages, droits, circulations

> en présentiel à la MSH Paris Nord

20, avenue George Sand
93210 La Plaine Saint-Denis France
M° Front Populaire ligne 12, sortie 3
<https://www.mshparisnord.fr/>

> en distanciel via zoom

<https://univ-paris8.zoom.us/j/98879842421?pwd=NGtRaFJEUeFCN1pQc0RJTE9leW0zdz09>

ID de réunion : 988 7984 2421

Code secret : 423699

Conception, réalisation : Flavie Jeannin - service communication MSH Paris Nord - photo de Grandjean Martin (2016) « Connected World : Untangling the Air Traffic Network » licensed under the Creative Commons Attribution-Share Alike 4.0 International